

blique dominicaine se sont accrus de 54 % en 1980, pour atteindre 52 millions de dollars. Un projet tripartite d'aide au développement, unique en son genre, a été mis en branle dans le secteur laitier; le Canada, la République dominicaine et Israël y participent.

Les exportations canadiennes à destination de Cuba ont augmenté de plus de 60 % pour totaliser 415 millions de dollars. Nos importations, surtout composées de sucre et de fruits de mer, ont elles aussi connu un accroissement considérable. La troisième réunion du Comité mixte canado-cubain sur les relations économiques et commerciales, tenue à Ottawa en octobre, a permis de discuter d'un grand nombre de questions à caractère économique et commercial.

Nos relations avec la Guyane se concentrent sur l'aide au développement et le commerce. En 1980, la Guyane a procédé à l'adoption d'une nouvelle constitution, suivie d'élections générales. M. Forbes Burnham, qui remplissait auparavant les fonctions de premier ministre, a été élu au nouveau poste de président exécutif.

Le programme canadien d'aide au développement d'Haïti est demeuré le premier en importance dans les Amériques, avec des décaissements totaux de plus de 10 millions en 1980. Cette aide a servi en partie à aider le pays à se remettre du passage de l'ouragan Allen qui a dévasté les caféières du pays.

Les exportations canadiennes vers le Surinam, particulièrement dans les secteurs de l'extraction minière et de l'exploitation forestière, se sont élevées à 4,8 millions de dollars en 1980. Le gouvernement de coalition formé par M. Arron, avec l'appui de quatre partis, a été renversé par suite d'un coup d'État dirigé par des sous-officiers de l'armée nationale. Un civil, M. H.R. Chin-A-Sen, assume présentement la présidence.

Lors des élections générales à Antigua, le premier ministre Bird a été reporté au pouvoir, remportant 15 des 18 sièges à la Chambre. Le processus devant permettre à Antigua d'accéder à l'indépendance a été entamé, et le Royaume-Uni a convoqué une conférence constitutionnelle en décembre.

Lors des élections générales tenues en juillet à la Dominique, le *Dominica Freedom Party*, parti de centre-droite dirigé par Eugenia Charles, a remporté une victoire écrasante sur le *Dominica Labour Party*. Mlle Charles est ainsi devenue la première femme à assumer les fonctions de premier ministre dans les Caraïbes. Les difficultés économiques de la Dominique ont été aggravées par l'ouragan Allen qui a frappé le pays en août, détruisant en bonne part l'œuvre de reconstruction entreprise après le passage de l'ouragan David en 1979. Les plantations de bananes ont été en grande partie détruites, et les installations portuaires endommagées. Le Canada a versé 250 000 \$ au titre des secours d'urgence à ce pays.

Les négociations sur l'avenir d'Anguilla ont pris fin au cours de l'année, ce territoire devant redevenir une dépendance du Royaume-Uni en janvier 1981. Lors d'élections générales tenues en 1980, à Saint-Christophe-et-Nevis, le *People's Action Movement* du docteur Kennedy Simmonds et le *Nevis Reform Party* de Simian Daniel ont défait le *St. Kitts Labour Party*.

À la Barbade, l'île antillaise où le climat politique est le plus

stable, l'économie a donné des signes d'essoufflement avec un taux de chômage qui se situe entre 15 et 25 % et une dette extérieure qui va croissant. Une convention de double imposition a été signée en janvier par le Canada et la Barbade. Le ministre des Affaires étrangères, Henry Forde, a fait une visite à Ottawa en novembre.

Depuis 1973, grâce à l'accroissement rapide de ses revenus tirés du pétrole, la Trinité-et-Tobago est devenue l'État le plus riche des Caraïbes du Commonwealth. Nos exportations vers ce pays se sont accrues au cours de l'année, et la balance commerciale nous est favorable.

L'Accord de coopération commerciale et économique Canada-CARICOM a ouvert de nouveaux horizons, en particulier dans le secteur de la coopération industrielle. Lors de sa première réunion tenue en novembre 1979, le Comité commercial et économique conjoint Canada-CARICOM avait mis en relief la nécessité de faire progresser rapidement la coopération industrielle. Il avait donc été décidé de créer un groupe de travail spécial chargé de s'occuper de cette question et d'autres points avant la tenue de la réunion suivante. Le groupe de travail, qui s'est réuni pour la première fois à la Barbade en avril, en a profité pour définir son mandat et se doter d'un programme d'action. Le programme de coopération industrielle de l'ACDI a appuyé toutes les activités proposées et, lors de la réunion tenue à la Guyane en décembre, les coprésidents du groupe de travail se sont déclarés satisfaits des progrès accomplis jusqu'à présent.

Le Canada a continué de jouer un rôle actif au sein de la Banque de développement des Caraïbes, et il a participé en juin à la troisième réunion annuelle du Groupe des Caraïbes pour la coopération en matière de développement économique (GCCDE), tenue à Washington. En fournissant un point de ralliement à tous les bénéficiaires de l'aide ainsi qu'aux principaux donateurs bilatéraux et aux organisations internationales œuvrant dans la région, le GCCDE est devenu l'une des grandes tribunes où se discutent et se règlent les problèmes de développement propres aux Caraïbes. La troisième réunion du Groupe, tenue en juin 1980, s'est déroulée dans une meilleure atmosphère de réalisme et de franchise.

Au cours de l'année, on a procédé à une revue générale des relations du Canada avec les Caraïbes du Commonwealth, revue qui a été examinée et approuvée par le Cabinet. Celle-ci comprenait une analyse des liens commerciaux et financiers, des relations entre les populations du Canada et des Caraïbes du Commonwealth, ainsi qu'une étude des relations de coopération au développement et des liens politiques qu'entretient le Canada avec les pays de cette région. Le processus a nécessité de nombreuses consultations à Ottawa, ainsi que la participation entière et active des hauts-commissaires du Canada dans la région. Après s'être penché sur les conclusions de la revue, le Cabinet a confirmé que, dans le cadre de la politique officielle, les Caraïbes du Commonwealth sont et demeureront une région de grand intérêt pour le Canada, et il a approuvé un plan d'action régional dans le cadre duquel les Caraïbes du Commonwealth devraient recevoir une attention prioritaire.